

Unité départementale de la Moselle  
4 Rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01

METZ , le 16 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLLECTE LAIT SARREBOURG**

Chemin d'Imling  
BP 20057  
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG\_COLLECTE\_LAIT\_2022-03-07\_RAPVI\_AGK\_31309

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement COLLECTE LAIT SARREBOURG implanté Chemin d'Imling BP 20057 57400 Sarrebourg. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTE LAIT SARREBOURG
- Chemin d'Imling BP 20057 57400 Sarrebourg
- Code AIOT dans GUN : 0006201828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société COLLECTE LAIT SARREBOURG exerce une activité de collecte et de traitement du lait, soit par pasteurisation et refroidissement, soit par refroidissement seul. Le lait traité est par la suite réexpédié vers d'autres établissements pour transformation. Selon les variations annuelles, le site reçoit entre 450 000 litres par jour en hiver et 350 000 litres par jour en été pour un total annuel avoisinant les 120 millions de litres.

Les principaux enjeux du site sont les émissions aqueuses et dans une moindre mesure les émissions atmosphériques de la chaudière et les risques de déversements accidentels.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites des constats des inspections précédentes,
- les rejets atmosphériques du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques de la chaudière - Concentrations	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques de la chaudière - Flux	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.5	/	Sans objet
Rejets atmosphériques de la chaudière - Surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.1	/	Sans objet
Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.3.4 (partiel), 4.3.6 (partiel) et 4.3.8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de l'inspection précédente – Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
Suite de l'inspection précédente – conformité d'un ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I, 17-II, 18-I, 24 et 25-I et II	/	Sans objet
Suite de l'inspection précédente – PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2 à 8	/	Sans objet
Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 9.2.2	/	Sans objet
Origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.1.1	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.2.1 et 4.2.2	/	Sans objet
Plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 9.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'exploitant a démontré le suivi des prescriptions réglementaires. Cependant, sur les émissions atmosphériques, l'exploitant réalise un suivi conforme à la réglementation nationale qui est moins exigeante que les prescriptions préfectorales applicables au site. L'exploitant a indiqué mettre en oeuvre les mesures manquantes et engager une réflexion pour demander la modification des prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Suite de l'inspection précédente – Liste des ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 9 septembre 2019, il avait été constaté que deux installations de production de froid fonctionnaient sous pression. Un doute subsistait sur les caractéristiques des équipements en terme de volume notamment et donc sur leur soumission à l'arrêté ministériel visé en référence. Par courrier du 5 décembre 2019, l'exploitant a indiqué que ces équipements relèvent de la réglementation Équipement Sous Pression (ESP) et donc de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Lors de l'inspection, il a été constaté que ces équipements ont été remplacés, et les nouveaux équipements ont été ajoutés à la liste des ESP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suite de l'inspection précédente – conformité d'un ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I, 17-II, 18-I, 24 et 25-I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi en service de la nourrice d'entrée du circuit air comprimé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>15-I : L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>17-II : Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>18-I : L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>[...]</p> <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>[...]</p> <p>24 : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.[...]</p> <p>25-I : L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>25-II : Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 9 septembre 2019, il avait été constaté que l'ESP (nourrice d'entrée du circuit air comprimé de l'usine, fabriquée par CHAUMECA GOHIN, en 2000 et dont le numéro de fabrication est n°41 639, présentant une PS de 10 bar et un volume de 200 L) n'était pas à jour du contrôle périodique.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que cette nourrice n'est plus en service et a été démantelée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suite de l'inspection précédente – PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2 à 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi volontaire au titre du PMII
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune prescription applicable. Lors de l'inspection du 9 septembre 2019, il a été démontré que les prescriptions n'étaient pas réglementairement applicables. Cependant, considérant les risques inhérents aux deux cuves de soude et d'acide nitrique, l'exploitant s'est engagé par courrier du 5 décembre 2019 à mettre en œuvre un programme de suivi formalisé de ces deux cuves.
<b>Constats :</b> L'exploitant a défini des éléments de surveillance des deux cuves, en se basant sur les guides DTxx (notamment guide DT94). L'exploitant a présenté son programme de suivi des deux cuves pour 2021 et début 2022. Une visite mensuelle est réalisée et porte sur des éléments de vérification définis. L'inspection a pu constater que les défauts reportés font l'objet d'un traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques de la chaudière - Concentrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus du conduit n°1 doivent respecter les valeurs suivantes en concentration : [tableau non reproduit] O<sub>2</sub> : 3 % en volume Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> SO<sub>2</sub> : 35 mg/Nm<sup>3</sup> NO<sub>x</sub> : 150 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Voir aussi : Arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 - Annexe I - Point 6.2.4 : "Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...] [tableau non reproduit] [...]Concentration en NO<sub>x</sub> : 225 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations déclarées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le site ne comporte qu'une seule chaudière, de 7 MW datant de 1990 fonctionnant au gaz naturel. L'installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910-A-2, ce qui a été acté dans l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2021. De ce fait, les VLE applicables aux rejets de la chaudières sont celles de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2013, complétées pour les NO<sub>x</sub> de la VLE de l'arrêté ministériel : 225 mg/Nm<sup>3</sup>. La VLE de l'arrêté préfectoral étant plus protectrice pour l'environnement, c'est bien une VLE de 150 mg/Nm<sup>3</sup> qui s'applique aux NO<sub>x</sub>. Les résultats de contrôles réalisés par l'APAVE le 09/09/2019 (rapport n°1976447) et le 13/08/2021 (rapport n°2184828) attestent de la conformité des rejets en NO<sub>x</sub> (138 mg/Nm<sup>3</sup> en 2019 et 123 mg/Nm<sup>3</sup> en 2021).</p> <p>Aucune mesure n'est réalisée pour les poussières, et le SO<sub>2</sub>.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser une mesure de ces deux paramètres avant le 31 mars 2022. Par ailleurs, l'exploitant indique étudier la possibilité de demander la suppression du suivi des poussières et SO<sub>2</sub> dans l'arrêté préfectoral, justifiée par l'absence de suivi imposé sur ces paramètres dans l'arrêté ministériel.</p>
<p><b>Observations :</b> Considérant l'engagement de l'exploitant à réaliser des mesures, l'inspection ne propose pas de suite dans un premier temps. En cas de demande d'allègement de la surveillance, l'exploitant devra justifier de l'absence d'impact nouveau.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le cadre réglementaire pris en référence par l'organisme de contrôle pour l'interprétation des résultats.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques de la chaudière - Flux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flux d'émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes : [tableau non reproduit] Poussières : 0,1 kg/h SO <sub>2</sub> : 0,7 kg/h NO <sub>x</sub> : 3 kg/h.
<b>Constats :</b> Les flux rejetés en NO <sub>x</sub> selon les mesures de 2019 et 2021 (cf constat précédent) sont conformes. Aucun flux mesuré en SO <sub>2</sub> et poussières (cf constat sur les concentrations).  L'exploitant s'est engagé à réaliser une mesure de ces deux paramètres avant le 31 mars 2022. Par ailleurs, l'exploitant indique étudier la possibilité de demander la suppression du suivi des poussières et SO <sub>2</sub> dans l'arrêté préfectoral, justifiée par l'absence de suivi imposé sur ces paramètres dans l'arrêté ministériel.
<b>Observations :</b> Considérant l'engagement de l'exploitant à réaliser des mesures (cf constat précédent), l'inspection ne propose pas de suite dans l'immédiat.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques de la chaudière - Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de la chaudière
<b>Prescription contrôlée :</b> "Un contrôle des rejets atmosphériques des chaudières est réalisé tous les 3 ans. Les mesures portent sur les rejets suivants : Conduit n° 1 : Débit , O2, Poussières, SO2, NOx."  Voir aussi : Annexe I - point 6.3 - I et II de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 : "I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, SO2, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.[...]  II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse."
<b>Constats :</b> La chaudière ayant une puissance de 7 MW, le contrôle des émissions doit être réalisé tous les deux ans selon l'arrêté ministériel visé en référence, sur les NOx. Les mesures de rejets atmosphériques ont été réalisées en 2019 et 2021 sur les NOx. La fréquence des mesures selon l'arrêté ministériel est respectée.  Des mesures sont à réaliser tous les 3 ans sur les poussières et le SO2 selon l'arrêté préfectoral visé en référence. Aucune mesure n'a été réalisée depuis moins de 3 ans sur les poussières et le SO2.  La fréquence selon l'arrêté préfectoral n'est pas respectée.  L'exploitant s'est engagé à réaliser une mesure de ces deux paramètres avant le 31 mars 2022. Par ailleurs, l'exploitant indique étudier la possibilité de demander la suppression du suivi des poussières et SO2 dans l'arrêté préfectoral, justifiée par l'absence de suivi imposé sur ces paramètres dans l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Les relevés journaliers sur la période du 13 février au 28 février 2022 ont été consultés. La fréquence des relevés n'appelle pas d'observation. Le compteur d'eau du forage a été relevé pendant l'inspection et correspond à la consommation relevée la veille augmentée de près de 100 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Origine de l'approvisionnement en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Nappe phréatique : 75 m <sup>3</sup> /h - 200 m <sup>3</sup> /j Réseau public : 100 m <sup>3</sup> /an
<b>Constats :</b> Sur la base des relevés du 13 février 2022 au 28 février 2022, il a été constaté que les prélèvements journaliers dans la nappe sont de l'ordre de 90 m <sup>3</sup> /j en moyenne ; avec un maximum de 117 m <sup>3</sup> le 15/02/2022 et un minimum de 70 m <sup>3</sup> le 20/02/2022. Aucun prélèvement dans le réseau public sur la période examinée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.3.4 (partiel), 4.3.6 (partiel) et 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.4 : [...] Caractéristiques des points de rejet : Débit maximal journalier : 200 m <sup>3</sup> /j Débit maximum horaire : 80 m <sup>3</sup> /h [...] Article 4.3.8 : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration communale, les valeurs limites en concentration pour un débit de 200 m <sup>3</sup> /j : [tableau non reproduit] MEST : 800 mg/l DBO : 1500 mg/l DCO : 3000 mg/l Azote globale : 150 mg/l Phosphore total : 50 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ph : entre 5.5 et 9  référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (ndlr = rejets des eaux pluviales) MEST : 30 mg/l DCO : 80 mg/l Hydrocarbure : 5 mg/l
<b>Constats :</b> Les contrôles réalisés par LOREAT, les 22-23 mars, 26-27 mai, 12-13 juillet et 6-7 octobre, 2021 démontrent la conformité des rejets (débit et paramètres).  L'exploitant n'a pas pu démontrer que LOREAT est un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> Il est attendu de l'exploitant de s'assurer que les relevés sont réalisés par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 4.2.1 et 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.2.1 - Dispositions générales Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Article 4.2.2 - Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>⇒ les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);</li> <li>⇒ les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>⇒ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);</li> <li>⇒ les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le plan des réseaux a été consulté et la présence des différents dispositifs de protection a été confirmée par un contrôle visuel.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle : Plan de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.</p> <p><b>Constats :</b> Le plan de surveillance de l'exploitant respecte le contenu minimum attendu, c'est à dire les contrôles imposés par la réglementation. L'exploitant a indiqué que dans le cadre des renouvellements de personnel à venir, le formalisme de ce plan de surveillance sera revu, afin d'intégrer notamment des surveillances réalisées hors champ réglementaire (par exemple la surveillance des cuves).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>